

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Solidarité avec la
Guinée libérée

(P. 4)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 88. — OCTOBRE 1958

BI-MENSUEL : 40 fr.

Pourquoi le P.C.F. a perdu 1 million et demi de voix

ET MAINTENANT ?

QUE le référendum du 28 septembre donnât une majorité de « oui », c'était largement prévu, car il ne faisait qu'entériner la réussite du coup du 13 mai et l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. Par contre, que la majorité des « oui » s'élevât en France à 80 % constitua une surprise générale, tant de la part du gouvernement que de toutes les formations, de la droite à la gauche. Un tel résultat ne pouvait s'expliquer par l'ampleur de la propagande officielle ni par des mesures de pression policière — on n'était pas en Algérie; il faut rechercher les causes profondes de ce vote et en prévoir les conséquences immédiates et lointaines.

Ce qui a provoqué ce vote de 80 %, c'est qu'il y a eu un très grand nombre d'électeurs traditionnels du Parti communiste qui ont, à la surprise générale, voté « oui ». C'est un fait reconnu de tous, y compris de la direction de ce parti. Dans le rapport qu'il a présenté au Comité central au nom du Bureau politique, Servin admet qu'il y a eu « **pas un million d'électeurs communistes qui ont voté oui, mais davantage** ». Il reconnaît qu'il « **ne s'agit pas seulement des électeurs gagnés tout fraîchement en janvier 1956, mais souvent d'électeurs qui votaient communiste depuis longtemps** ». Il constate que « **c'est la première fois depuis la Libération que se produit un tel phénomène** » et il reconnaît également que « **les électeurs communistes qui ont voté « oui » n'appartiennent pas toujours aux classes moyennes, loin s'en faut** » et qu'il faut enregistrer « **des pertes sensibles dans les milieux ouvriers, et souvent dans les milieux les plus malheureux** ».

Toutes ces déclarations sont exactes, et on peut même dire que le « davantage » du million de pertes est de l'ordre de un million et demi de voix.

Mais de ces constatations justes aux explications, il y a chez Servin une distance considérable. Plus exactement, il donne diverses explications plus ou moins superficielles, mais il ne va pas au fond du problème, tout en laissant échapper ci et là des vérités. En écrivant ces lignes, nous ne connaissons pas encore la réponse de Thorez en fin des débats du Comité central (qui ont duré un jour de plus que prévu), mais le texte de la résolution finale ne nous fait pas espérer trop d'arguments nouveaux chez Thorez.

LES « OUI » ET LES « NON »

Servin examine pourquoi des gens à opinions divergentes — des électeurs de gauche, des électeurs communistes — ont voté « oui ». A aucun moment il ne se demande quels sont ceux qui ont voté « non ». Or, en commençant par là on pourrait mieux comprendre le glissement qui s'est produit avec tant d'intensité.

Les « non » comportaient, outre un tout petit nombre de démocrates bourgeois et petits bourgeois, essentiellement la partie de la population française — ouvriers, intellectuels et des membres des classes moyennes — qui sont **pour le socialisme**: des communistes, des socialistes, des syndicalistes, organisés ou gravitant autour des organisations, des éléments **politisés** qui ne suivent pas les grandes organisations pour leurs mots d'ordre momentanés, mais parce qu'ils y voient des centres d'organisation, des bastions pour l'expansion de la lutte vers le socialisme. Toute cette partie politisée de la population avait compris le grand danger que constitue le nouveau régime, et c'est pourquoi elle avait manifesté avec une certaine force, comme le 4 septembre à Paris. Ces 4.600.000 « non » forment la partie de la population qui ne flotte pas en fonction de telle ou telle pression ou circonstance politique.

En face, ceux qui, ayant voté à gauche (socialiste et communiste surtout) depuis la Libération et qui ont le 28 septembre dit « oui » à de Gaulle, ce sont ces électeurs qui ont été entraînés par les circonstances, par des aspirations ou des mots d'ordre du moment des partis, mais qui n'ont pas été gagnés par ceux-ci à la cause du socialisme et que des aspirations semblables et les désillusions passées ont jeté dans les bras de la réaction et de la dictature.

« HUMILIES DANS LEUR FIERTE NATIONALE... »

A sa façon, en voulant défendre la politique de son parti, Servin en fait une démonstration éclatante,

« **Significatif... est le résultat du plébiscite dans des départements comme la Meuse et d'autres, où le Parti avait beaucoup gagné en 1956 grâce à sa lutte contre la C.E.D. et le réarmement de l'Allemagne revancharde.** »

Servin insiste, comme le Parti communiste n'a cessé de le faire depuis des années, sur le « caractère national » de la politique de son parti, en opposition à une « politique d'alignement inconditionnelle sur les volontés du Département d'Etat » qui a com-